Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Le-Parti-Communiste-Francais-etre

Le Parti Communiste Français : être marxiste aujourd'hui

- S'organiser... - 34eme congrès -

Date de mise en ligne : lundi 3 décembre 2007

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le Parti Communiste Français : être marxiste aujourd'hui

Entrons-nous dans une crise sociale d'une ampleur exceptionnelle ? Peut-elle déboucher sur une crise politique inédite ? L'ensemble des catégories sociales qui luttent depuis plusieurs mois : marins-pêcheurs, stewards, étudiants, avocats, cheminots, toutes ces femmes et ces hommes expriment une même résistance contre la misère et l'appauvrissement dont eux-mêmes et notre pays sont victimes. Le niveau de vie général baisse tandis que les vrais privilégiés se gavent : les maîtres et détenteurs de la finance avec leurs lobbies, la haute technocratie de l'Etat, les grands décideurs de l'économie et des médias.

Les salaires et les pensions stagnent tandis que les prix s'envolent et que les hauts revenus s'affichent avec insolence. Pour des millions de Français, la question du pouvoir je d'achat est devenu la question numéro 1, l'angoisse quotidienne pour soi-même et pour ses enfants. La fracture sociale prend des allures de gouffre quand d'un côté se multiplient dans nos rues mendiants et SDF et que de l'autre, le gouvernement offre un « paquet fiscal » aux riches et alourdit l'ardoise pour les pauvres, rackettés par l'Etat et les compagnies pétrolières à la pompe à essence. Le gouvernement pousse même l'audace jusqu'à aligner sa politique étrangère sur celle de Bush, espérant ainsi pouvoir mieux soumettre notre peuple à la dictature du capitalisme.

Les luttes, leur diversité, leur ampleur et leur portée montrent que le vote du 22 avril n'était pas un chèque en blanc pour Nicolas Sarkozy. Les questions fondamentales viennent à la surface de la vie sociale et politique du pays.

Il faut bien parler de lutte de classes, oui de la lutte des classes, ce concept que Marx a mis au centre de sa conception de l'histoire humaine et qui a porté et porte encore les partis communistes du monde entier.

Un capitalisme qui broie les hommes et marchandise la vie

Nous sommes en France dans un pays capitaliste développé, historiquement une des premières nations capitalistes. Le combat anticapitaliste prend une dimension d'envergure. Des hommes et de femmes d'horizons différents font de l'anticapitalisme, souvent sans le savoir. Des catégories sociales entières ne supportent plus cette société qui broie les hommes, marchandise la vie et les rapports sociaux.

La France porte dans sa chair les stigmates d'un capitalisme prédateur mais aussi l'essor économique qu'il a su apporter. Or depuis quelques dizaines d'années, depuis les années 1970, la tendance dominante du capitalisme est d'être chaque jour un peu plus destructrice. J'en veux pour preuve ces millions d'hommes, de femmes, d'enfants, de familles populaires qui vivent de plus en plus mal. Pour des millions de gens, cette société est devenu invivable. Au regard de l'expansion de la misère sociale, dans la cité, l'école, dans le monde ouvrier, celui des travailleurs pauvres, du sous prolétariat, dans l'univers des employés, des paysans et des artisans, au sein même de la famille, oui le capitalisme a fait son temps ! De fait, cette question taraude toute la société.

Dans ces conditions, l'heure est à l'union dans les luttes, à l'unité, à la recherche de convergences. Il s'agit de réaliser l'union du peuple de France dans sa diversité pour mener le combat immédiat contre le capitalisme.

Copyright © Le Vénissian

Le PCF fait l'amère expérience et paie le prix fort d'avoir recherché des solutions de circonstances, des réponses à court terme, imaginées lors de rencontres de sommet. Qu'est-ce que la gauche a fait, depuis des années, pour aboutir au séisme du 21 avril 2002 ? Les tentatives de rabibochage avec le PS sont devenues dérisoires voire suicidaires tant pour le parti révolutionnaire que pour le pays lui-même. Dans tous les cas, elles sont inaudibles pour notre peuple qui n'a d'autres voies que la lutte de classes pour répondre à ses préoccupations à la base.

Estimer amendable, acceptable, régulable le capitalisme financier parce qu'exploitant plus propre que le capitalisme industriel, souillé dans le cambouis, est une aberration qui conduit des dirigeants communistes à mettre une sourdine sur la lutte des classes. Pourtant, trente ans d'hégémonie de la finance nous explosent aujourd'hui à la figure avec une virulence qui devrait dégourdir les plus frileux. La finance, c'est l'exploitation sauvage, ravageuse, impitoyable de milliards d'hommes sur les trois quarts de la planète, plus la misère qui gangrène les pays historiques du capitalisme où s'étalent pourtant des profits effarants. Mais la guerre idéologique menée par les armées pensantes du capital a fait bien des dégâts en imposant des reculs et des amputations sur les droits et les acquis des siècles précédents.

L'opium du peuple existe toujours

Parler de révolution en France, dans un pays capitaliste développé, serait devenu une question saugrenue ? En réalité, après les 30 glorieuses, ont suivi ce que j'appelle les 30 décadentes. Depuis l'échec du socialisme des pays de l'est, ce capitalisme apparaît avec son vrai visage, cynique et sans pitié.

L'opium du peuple dont parlait Marx est loin d'avoir disparu, toujours avec les religions, les églises, mais aussi, à présent, avec les médias, les agissements d'un certain nombre d'intellectuels, le sport spectacle, les jeux de masse, l'explosion du divertissement, les paradis dorés du grand patronat, le foot business, le blanchiment d'argent, les trafics de drogue, le commerce du sexe, des armes, l'explosion de la contrefaçon. Nous sommes confrontés à de nouvelles formes de domination capitaliste : assujettir le peuple par l'illusion de sa liberté. Cette réflexion sur les formes, les forces de manipulation et d'assujettissement des individus nous amène à repenser l'engagement militant y compris dans le parti révolutionnaire.

Dans un contexte de périls et de chaos, face à cette droite sarkozienne, à cette droite versaillaise, ici en France, pointent des potentialités, des exigences nationales et populaires. C'est tout aussi vrai dans le monde. A l'image du mouvement des plaques tectoniques, aussi imperceptible durant des millénaires que puissant et inexorable, monte une exigence révolutionnaire à l'échelle de la planète. Nous ne pouvons plus esquiver la question du changement de société et de la perspective politique.

Car c'est le mode de production capitaliste, le mode d'existence imposé par le capitalisme qui appelle des changements radicaux, l'exigence de rupture. Il nous faut de manière lucide, claire et déterminée, condamner aujourd'hui les crimes économiques du capitalisme ici et dans le monde. L'humanité, la planète sont en danger. Aujourd'hui, défendre les valeurs de la vie, de la culture, préserver la nature, l'égalité des sexes, défendre l'intégrité de la personne, la promotion de l'individu, c'est faire de l'anticapitalisme.

Le capitalisme frappe l'ensemble des populations dans le monde. Il frappe à l'aveugle au mieux de ses intérêts au mépris des hommes et de leurs modes de vie. Il étale son impérialisme. Mais c'est un colosse aux pieds d'argile. Le capitalisme occidental est en perte de crédibilité. Il mène un combat idéologique féroce pour tenter de défendre une image positive de lui-même. Il veut criminaliser le communisme, faire table rase de mai et juin 1968, des avancées progressistes du Conseil national de la Résistance et de ce que tous les peuples ont su créer d'émancipateur dans leurs mouvements de libération nationale.

Copyright © Le Vénissian

Revient dans ces conditions, la question de l'utopie, du socialisme, du communisme car le corps du changement de société, de civilisation, pour sortir de « la préhistoire de l'humanité », comme disait Marx, c'est de rompre avec la logique du capitalisme : la globalisation libérale, l' « internationale du capital » contre laquelle monte une contestation mondiale. Rompre est d'autant plus nécessaire que nous sommes à une autre époque que celle de Marx, Le monde a évolué, oui, pardi ! 90 % de l'humanité subit les inégalités qu'engendre le capitalisme.

Relever les défis de l'époque c'est plus que jamais défendre le statut non marchand de la vie humaine, de la santé, de l'alimentation, des matières premières, de la culture, des sciences, des médias, de la nature et de la biodiversité. Des ressources comme le pétrole, l'eau ou les minerais doivent être considérées comme des biens communs à toute l'humanité, gérés par les peuples et les nations dans le cadre d'une ONU digne de ce nom. Voilà bien le nouvel internationalisme qui peut se construire, qui se dessine sur fond de solidarité, de justice sociale et de fraternité.

Le communisme : une passion française

C'est sur cette toile de fond qu'il faut examiner l'empressement à vouloir créer une autre organisation politique et abandonner la force politique qu'est le PCF. Pour certains il faudrait abandonner le mot communiste, pour d'autres le placer sur une étagère dans un musée. Le communisme est une passion française. Personne n'a le droit de confisquer le patrimoine du PCF !

Derrière la question : « Faut-il garder le Parti communiste français ou abandonner son organisation pour construire une autre force ou participer avec d'autres ? » se cache en fait des problèmes majeurs, vitaux, certainement existentiels du point de vue du combat pour la transformation sociale en France.

Au grand jour, des dirigeants nous disent que l'existence du PCF serait l'obstacle à toutes les avancées, à toutes les évolutions de la gauche, voire à sa radicalisation. C'était le point de vue des refondateurs, dès 1989, affirmé notamment par Charles Fiterman. Depuis lors, leur objectif n'a pas varié. S'appuyant sur de mauvais résultats électoraux, d'autres jugent de façon péremptoire que son électroencéphalogramme est désormais plat et son avenir nul. Mais curieusement, ils ne se retirent pas de sa direction, ce qu'ils devraient faire en toute logique. Pas plus ils ne se demandent si leur manque de conviction et d'engagement pour le devenir du PCF n'est pas pour quelque chose dans ses mauvais scores aux élections.

La mutation impulsée sous Robert Hue a accéléré l'intégration du PCF dans les institutions et la démocratie libérale au détriment de la vie, de l'organisation, de l'implantation du parti, du travail idéologique, stratégique, philosophique au sein des classes populaires, du monde du travail et intellectuel. Cette stratégie perdure avec Marie-George Buffet, aggravée par le sentiment d'une direction à tête multiple et d'un entourage sans envergure. Représentatif de qui, de quoi ?

Cela mérite un long détour. Cette évolution finalement vient de loin, de très loin. Petit à petit nous nous sommes dépouillés de nos concepts et même de nos symboles pour tenter de devenir un parti « présentable » s'inscrivant dans les institutions de la Vème République et nous enfermant, malgré nous, dans le pli de la bipolarisation de la vie politique française. Cette bipolarisation fonctionne depuis les années 1960 avec pour but d'écraser dans l'oeuf tout ce qui vient de la souveraineté populaire, de la primauté du peuple. Cette bipolarisation est une machine pour diviser le peuple, le détourner du rassemblement et des alliances entre les catégories sociales.

L'inventaire des politiques du Parti communiste depuis l'après-guerre, de Maurice Thorez, Waldeck Rochet, Georges Marchais, fait partie des enjeux de la rencontre des 8 et 9 décembre, avec toutes les questions qui se posent pour la préparation du prochain congrès. Premier parti de France après la guerre, il a été éjecté du pouvoir en 1947, il y a 60

Copyright © Le Vénissian

ans, pour empêcher la montée du mouvement social, pour empêcher un changement de système politique en France. Le plan Marshall et la logique du capitalisme made in USA nous arrivaient en force, un capitalisme en pleine santé qui n'avait subi sur son territoire ni dégradation ni pertes humaines et qui trouvait en Europe le marché rêvé pour son expansion au bémol près d'une Union soviétique qui, bien qu'exsangue, résistait à cette domination.

Inventaire à produire du chemin parcouru depuis la révélation du rapport Krouchtchev et les événements de Hongrie, en 1956, la portée considérable des grèves, occupation d'usine et du mouvement étudiant, en 1968, les recherches innovantes du PCF pour définir un socialisme au couleur de la France, en 1976, la rupture avec le Parti socialiste après l'échec de l'actualisation du programme commun, en 1977, sans oublier la participation à deux reprises de ministres communistes au gouvernement, en 1981/1983 et 1997/2002.

60 ans plus tard, nous retrouvons au pouvoir en France une droite qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle qui préférait Hitler au Front populaire, en 1936. Une droite décomplexée qui se sent libre de remettre en cause les avancées démocratiques ouvrières, intellectuelles du XXème siècle en considérant que le rempart que constituait le Parti communiste français n'est plus suffisant pour empêcher cette révolution conservatrice. Son objectif vise à enfermer coûte que coûte notre peuple dans la fatalité en lui faisant admettre que le capitalisme est la fin de l'histoire.

Ni guerre des chefs, ni guerre des textes

Plus que jamais, le PCF, les communistes ont besoin de se ressaisir, de reprendre les choses en main, de se réapproprier l'outil, leur outil, cette force révolutionnaire pour la rendre de nouveau opérationnelle, plus combative et plus conquérante. Ni guerre des chefs, ni guerre des textes mais l'impérieuse nécessité de la confrontation dans le respect des personnes, en mettant carte sur table, avec des initiatives inédites pour que les communistes soient vraiment les décideurs, que les deux années qui viennent permettent le rassemblement des communistes.

Une réhabilitation s'impose pour les dizaines de milliers de communistes qui ont quitté le PCF ces 20 dernières années. Il est nécessaire que l'appareil et sa direction brisent une bonne fois pour toutes le plexiglas de l'indifférence. Nous avons besoin de relations humaines entre communistes, plus fraternelles, plus amicales, en résistant à ce qui est impitoyable dans la politique aujourd'hui. Nous devons nous faire un devoir de donner la parole à tous les communistes adhérents ou non. Dans tous les cas de figure, l'avenir du PCF leur appartient. Rien ne serait plus absurde et politiquement contre productif que de tenter de biaiser avec eux sous peine d'éclatement.

Osons le débat de fond, n'écartons aucune question. Faut-il oui ou non, un Parti communiste français révolutionnaire ? L'histoire du PCF et du communisme nous condamne-t-elle au reniement ? La page du congrès de Tours doit-elle être tournée ? La lutte des classes n'est-elle plus qu'une vieillerie parmi d'autres ?

Des questions aussi fortes, aussi majeures, aussi essentielles ne peuvent pas être résolues dans un coin par quelques uns. Que des dirigeants de premier plan avancent leurs réponses avant même que les communistes aient été conviés à poser leurs questions et à intervenir rajoute une inquiétude et une suspicion légitimes : Qu'est-ce qui se trame dans notre dos ?

Trois propositions immédiates pour la rencontre nationale des 8 et 9 décembre 2007

1 - Pour un référendum des communistes

C'est pourquoi je propose que l'on organise en grand, au niveau national et sur un trimestre, un vrai référendum de tous les communistes autour de cette question : faut-il ou non garder une organisation qui s'appelle le Parti communiste français ? Faut-il ou non dissoudre le PCF et déposer le bilan ?

2 - Pour une direction provisoire en vue de préparer le congrès

Pour garantir la régularité de cette consultation à la fois au plan de la confrontation des points de vue et son organisation matérielle même, il me semble que la direction actuelle devait annoncer à l'occasion de l'assemblée générale des sections, les 8 et 9 décembre 2007, la désignation d'une nouvelle direction exécutive provisoire, représentative de la pluralité du parti et demander à l'assemblée générale de lui donner légitimité par un vote.

3 - Pour l'élection des dirigeants au suffrage universel des adhérents

Autre question cardinale, celle des dirigeants nationaux et départementaux. Nous devons revoir nos pratiques, redéfinir, repréciser les critères de choix, les rendre transparents. Il me semble qu'une avancée démocratique majeure serait accomplie avec l'élection au suffrage universel direct, par les adhérents, de chaque membre du conseil national et des conseils départementaux ainsi que de leurs premiers responsables.

Il s'agit selon moi de réussir un double pari : à la fois réinventer complètement le PCF du XXIème siècle et à la fois être complètement fidèles à nos choix fondamentaux. Peut-on parler d'organisation politique de classe ? Peut-on parler de projet généraliste de changement radical de société ? Peut-on parler de capacité à rassembler le peuple de France ?

Peut-on esquiver la force de nos expériences historiques et de nos convictions, la force de nos idéaux et de nos valeurs communistes ? Dans ces conditions, accuser ceux qui veulent préserver le PCF d'être partisan d'une sorte de statu quo conservateur relève de l'hypocrisie, du mensonge, de la manipulation voire de l'amnésie. Que reste-t-il à l'heure où une crise grave affecte le PCF ? L'urgence d'un ressaisissement de la pensée et du projet communiste se fait plus que jamais sentir.

Aurons-nous l'audace, le volontarisme de proposer des voies nouvelles pour la réflexion et la pratique politique contemporaine ? Abordons avec les communistes ces questions majeures pour un PCF en phase avec le monde. Est-ce si saugrenue de mettre au coeur de nos débats des questions telles : la conscience de classe, le rôle de l'intellectuel collectif, la question de la vérité, la question de la tactique, la question du pouvoir ? Peut-on aborder aujourd'hui les nouvelles formes d'aliénation, d'exploitation, les questions de l'idéologie et sa mise en spectacle permanente ? Au nom de qui ou de quoi pourrait-on, d'un revers de main ou d'une simple phrase, éluder 150 ans de culture marxiste et des liens innombrables et complexes qui se sont noués entre la théorie et l'action ?

L'abandon de la dictature du prolétariat en question...

Je propose de revisiter la question de l'abandon de la dictature du prolétariat, en 1976. Abandon nécessaire pour le sens qu'avait pris le mot mais avons-nous seulement pris le temps de savoir de quoi nous parlions ? N'avons-nous pas confondu : domination de classe - de ce point de vue nous vivons une véritable dictature du capitalisme - et forme du pouvoir politique ? Et surtout qu'avons nous mis à la place sinon une vision à

court terme de la conquête du pouvoir par les voix électorales ? Nous nous sommes inscrits, qu'on le veuille ou non, consciemment ou non, dans le jeu de la démocratie libérale comme si le marxisme était déjà dépassé.

Nous n'avons jamais creusé véritablement la question de savoir ce que révolution démocratique pouvait réellement signifier, quelles pouvaient en être les modalités. Puisque nous acceptions le jeu électoral, nous étions devenus politiquement corrects mais hélas aussi politiquement inutiles. Quand avons-nous véritablement approfondi la question du lien entre mouvement social et expression politique par le suffrage universel ?

Dès 1972, le programme commun était déjà inadéquat aux questions nouvelles posées dans la société et à la mutation du capitalisme. Nous avons renoncé au changement de société, au renversement de la domination du capitalisme, choisissant de faire vivre des institutions dont nous condamnions les principes auparavant. Il fallait prendre le pouvoir, aller au gouvernement et on verrait après ! Finie la mise en cause de la Vème république ! Nous nous sommes piégés nous-mêmes dans la monarchie adoubée par François Mitterrand qui a consacré la domination sans partage de la haute finance sur toute la vie du pays.

Nous aboutissons au point d'orgue du président Nicolas Sarkozy qui s'engage vers un véritable déni de démocratie avec le traité constitutionnel européen simplifié. Le système politique français et plus encore européen repose sur un principe essentiel : exclure tout germe révolutionnaire, exercer une dictature sans partage pour le compte du capital. Nous avions réussi à conquérir des positions dans l'appareil d'Etat, notamment après la grande débâcle de 1940 et la faillite nationale de la bourgeoisie, dans la lutte pour la libération avec le Conseil national de la Résistance. Reste à analyser pourquoi et comment notre capacité de contestation radicale s'est émoussée.

L'abandon du centralisme démocratique en question

Je propose de revisiter aussi la question du centralisme démocratique. Le mot faisait peur, accolé à des pratiques bureaucratiques. Le mot a disparu mais les pratiques sont devenues de plus en plus bureaucratiques. L'abandon du centralisme démocratique n'a-t-il pas été un échappatoire, une défausse, une forme de culpabilisation idéologique à propos du stalinisme et des atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes. quant au fond n'avons-nous pas rejeté une forme d'organisation qui permettait bon an mal an de résister à la formidable offensive idéologique du capitalisme ?

Avec l'abandon du centralisme démocratique n'avons-nous pas renoncé à ce qui constituait une part de notre originalité, un élément hors du commun en comparaison des autres forces politiques ? La question du centralisme démocratique, de la démocratie, constitue bien le coeur de l'existence du PCF. Précieuse est la conscience « centrale » de ce qui contribue au réveil du peuple exploité économiquement, dominé politiquement, influencé idéologiquement et conditionné dans sa vie quotidienne. Non moins précieuse est l'expression démocratique des militants et des adhérents, reflet de la diversité des vécus et des combats populaires.

Il nous faut prendre sans cesse la mesure des bouleversements apportés par le capitalisme dans l'idéologie du peuple. Depuis le milieu des années 1960, nous avons vécu un double recul : baisse de notre influence électorale, singulièrement marquante en 1981 et amoindrissement de la combativité populaire. Les forces de la bourgeoisie ont réussi à disloquer la conscience de classe comme cela se voit dans l'affaiblissement du mouvement syndical. La ruse du capitalisme que l'on observe depuis 1968, au moins, consiste à se saisir de l'ambition individuelle à évoluer, à avoir une place dans la hiérarchie sociale pour mettre en pièce la solidarité de classe. L'aspiration à une meilleure et plus épanouissante individualité a été pervertie dans une logique d'individualisme et d'égoïsme soutenue par une logique de consommation et de plaisir immédiat..

Copyright © Le Vénissian

Nous avons parfois baissé la barre pensant nous mettre au niveau du mouvement populaire dans l'espoir de ne pas perdre ses suffrages. Mais à ce jeu, nous nous sommes laissés dévoyer nous-mêmes. Faute de tenir fermement sur notre engagement révolutionnaire, nous avons accompagné le recul de la conscience de classe. Ayons le courage de regarder les réalités en face : nous avons perdu sur les deux tableaux. Force est de dire que le centralisme démocratique, ce nerf de la guerre pour la culture révolutionnaire, permettait, au moins dans le principe, une dialectique forte entre le projet communiste et le niveau de conscience du peuple.

Le courage de penser à contre courant

Etre marxiste aujourd'hui, c'est avoir le courage de penser à contre-courant, de dire que la conscience de classe doit être restituée à la classe ouvrière dans son sens élargi en s'appuyant sur le seul combat cohérent qui est le combat pour l'égalité. Combat pour sortir les ghettos de la misère en pointant les conditions économiques, juridiques, politiques, d'une bonne intégration. Comment l'analyse marxiste aujourd'hui devrait être sans cesse une analyse des contradictions, y compris de nos propres contradictions.

Et notamment, comment être au top niveau de l'analyse des paradoxes si l'on oublie cette question délicate qu'est la perception contradictoire du réformisme dans notre réflexion sur la société en général et la gauche en particulier. De ce point de vue, on peut chercher longtemps des réponses chez les dirigeants de colonel Fabien.

Je souhaite vraiment que les vannes du dialogue, du débat, de la confrontation de fond, s'ouvrent et que la rencontre des 8 et 9 décembre ne soit pas une rencontre servant à une direction qui n'a plus de légitimité, à faire le contraire de ce que pensent, attendent et veulent la majorité des communistes.

A l'heure où nous avons le devoir de nous expliquer sur le marxisme, l'expérience historique est parlante. Nous le savons, la nécessité d'un parti révolutionnaire n'a rien de spontané. Je pense même que la nécessité d'un parti révolutionnaire dans un pays capitaliste développé peut être considérée comme anachronique.

Or c'est bien d'exister dont il s'agit, dans le prolongement de la pensée de Marx et Engels. Exister, agir sont inséparables du mouvement social et politique pour lequel la classe ouvrière, dans son sens élargi, constitue toujours, selon moi, la force principale de résistance et de contestation du mode de production capitaliste. Et c'est avec elle, avec l'ensemble du peuple, que nous pouvons porter une perspective d'une société supérieure, le socialisme, le communisme.

Alors oui, face à la politique de régression sociale, de recul démocratique, le PCF et ses dirigeants doivent être à l'offensive, sur tous les terrains. Ils doivent redonner de la visibilité aux valeurs communistes sur tout le territoire national, en étant les opposants résolus, en se montrant déterminés à élargir, à faire correspondre, à faire nouer toutes les capacités de résistance contre la droite sarkozienne et le MEDEF.

Le Parti communiste n'est pas mort

Le PCF est le patrimoine de générations et de générations de communistes. Forts d'une identité communiste renouvelée, forts de communistes adhérents ou non rassemblés, capables d'appréhender les interrogations et ouverts aux propositions de celles et de ceux qui refusent l'idée que le capitalisme est la fin de l'histoire, il est possible de reprendre pied dans la lutte des classes afin de renverser la spirale infernale qui conduit notre peuple dans l'impasse et la misère.

Copyright © Le Vénissian

Le Parti communiste n'est pas mort parce que la lutte des classes est plus que jamais présente. Pour certains ce serait trop tard, ce ne serait plus possible. Je crois qu'il faut combattre cette pédagogie du renoncement. Au vu du malaise social qui s'étend comme une marée noire dans la société française, nous sommes capables de grandes mobilisations idéologiques et politiques immédiates.

En prise avec la braise de la vie, avec les luttes, élaborons un projet, une perspective politique. Nous en avons les moyens et les forces. Ayons cette conviction et ce volontarisme pour nous arracher au pessimisme.

Le PCF peut surprendre sur le progrès et la modernisation au service de l'homme, sur le devenir et la grandeur de la France. Le PCF peut redevenir un aiguillon social et politique, constituer un rempart face au rouleau compresseur du capitalisme destructeur. Le PCF est reconnu par son rôle de sentinelle, toujours soucieux à préserver l'identité de la France, de la Révolution de 1789 et du siècle des Lumières. Le PCF peut incarner la possibilité d'entrevoir la gestation d'un autre monde.

Utopistes, debout ! Oui l'idéal communiste est toujours vivant. A nous de le rendre vivace.

Copyright © Le Vénissian